

<https://ricochets.cc/Retraites-etc-selection-d-actions-et-analyses-Quelques-rappels-derangeants.html>



Retraites etc. : sélection d'actions et analyses + Quelques rappels dérangeants

- Les Articles -



Publication date: lundi 13 mars 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Une sélection d'actions récentes, d'évolutions, de blocages et de grèves...

Et en préalable, petits rappels avec quelques remarques dérangeantes :

Une réformisme suicidaire et une légitimation du régime

Tant que la quasi totalité de la gauche continue d'adhérer malgré l'évidence à l'idée que la France est une démocratie, elle n'osera pas vraiment déborder et participer franchement à une éventuelle insurrection.

Elle s'est piégée par cet auto-aveuglement volontaire et Â« citoyen Â», et offre ainsi toute latitude au gouvernement d'utiliser sans scrupule les institutions autoritaires en place et de réprimer brutalement les contestations, ce dont il ne se prive pas. Le gouvernement peut alors pérorer en disant qu'il est légitime, qu'il mène ses lois dans la légalité, qu'il a été élu démocratiquement et que ce n'est pas la rue qui gouverne.

Jeudi 16 mars 2023 il fera voter par ses obligés son énième Â« réforme Â» de merde par des voies parfaitement légales et institutionnelles, en proclamant que le temps des Â« débats Â» (LOL) est fini, que tout le monde doit sagement rentrer chez soi, et que dorénavant tout ceux qui déborderont du cadre légal sont des violents qui portent atteinte à la-démocratie.

La gauche et les syndicats, en continuant à propager ce mythe de la-démocratie, se condamnent eux-même d'emblée à l'échec et à l'impuissance

La gauche et les syndicats, en continuant à propager ce mythe de la-démocratie, se condamnent eux-même d'emblée à l'échec et à l'impuissance des contestations sociales. Ils continuent ainsi à légitimer et renforcer [les institutions et les personnes qui nous mène une guerre totale](#).

Après le 16 mars, face à un gouvernement qui restera inflexible, il faudrait appeler à l'insurrection générale, à la grève insurrectionnelle sans merci, aux débordements incontrôlables en tout genre, mais la gauche et les syndicats ne le feront pas, pas plus qu'ils ne l'ont fait pour le 7 mars.

Mais la gauche et les syndicats réformistes, comme les droites, ont peur des débordements, ils voudraient que le gouvernement lâche du lest pour éviter des riques de contestations beaucoup plus profondes et virulentes, ils ne veulent pas que la contestation leur échappe et remettent en cause le système qu'ils défendent eux aussi à leur manière. Ils ont tous peur en réalité de quelque chose de similaire aux gilets jaunes, qu'une frange large devienne ingouvernable.

Une adhésion irrationnelle au mythe de la-démocratie qui correspond à la tiédeur réformiste et à l'anticapitalisme tronqué

Peut-être que, en réalité, c'est PARCE QUE la gauche et les syndicats ne VEULENT PAS déborder vraiment et participer à une insurrection, à un basculement révolutionnaire, qu'ils adhèrent contre toute raison au mythe de la-démocratie. Un mythe qui les maintient pieds et poings liés, qui répond opportunément à leur tiédeur réformiste et à leur anticapitalisme tronqué, une tiédeur coupable et complice qui ne remet pas en cause les bases de la mégamachine, de l'Etat-capitalisme et de tout ce qui va avec (dont les institutions politiques anti-démocratiques).

Alors que le chaos capitaliste, la brutalité des Etats et les destructions de la mégamachine sont arrivés à flinguer le climat, à polluer durablement l'eau, l'air, les sols et la pluie, à asservir quasiment tous les humains, à effacer des espèces entières, la gauche et les syndicats en sont encore à bégayer des Â« notre démocratie Â» et à s'enliser dans un réformisme suicidaire.

Finalement, la gauche et ses syndicats, comme les droites macronistes et LR, s'inscrivent au fond dans le même modèle social : Etat, capitalisme (verdit et régulé pour la gauche), système technologique, centralisation et représentation politique (avec davantage de proportionnelle, même Macron en parle !), culte du travail, productivisme, culte du progrès et de la délivrance par les machines, délégation de la vie politique aux élus et experts de la technocratie, etc.

Ok ils se différencient sur certains points, parfois importants et non négligeables, mais ils pateaugent tous dans les mêmes huiles de vidange d'une mégamachine qui nous fait une guerre totale.

Pour vaincre contre cette « réforme » retraites, et encore plus pour renverser le gouvernement et commencer à s'attaquer à la mégamachine au lieu de lui chatouiller la carapace, il faudra donc aussi forcément déborder la gauche et les syndicats.



Retraites etc. : sélection d'actions et analyses + Quelques rappels dérangeants

RENNES : UNE NOUVELLE MAISON DU PEUPLE ARRACHÉE PAR LA LUTTE

À Rennes, une Maison du Peuple avait été réquisitionnée au début du mois de février par le mouvement social. Les manifestations ne suffisaient pas : il fallait un lieu central pour se retrouver, s'organiser, préparer les actions. La salle de la Cité, bâtiment emblématique du mouvement ouvrier rennais avait été choisi. Dès le lendemain, des dizaines de forces de l'ordre avaient évacué le lieu.

Samedi 11 mars, au terme d'une manifestation survoltée, des centaines de personnes ont investi un ancien cinéma dans le centre ville. Cette fois ci, pas question de lâcher, un espace est vital pour un mouvement qui dure. Une partie de la nuit, des émeutes ont eu lieu dans la ville, et la rue devant la nouvelle Maison du Peuple a été couverte de barricades. Vers 1h du matin, après des heures d'affrontements, la police a battu en retraite. Et le bâtiment a été investi, proposant immédiatement un programme d'actions, d'assemblées, de cantines... Des blocages sont annoncés dès demain.

C'est un palier qui est franchi par le mouvement rennais. Et à l'intérieur, les occupant-es s'organisent pour résister à une éventuelle expulsion.

Cette prise doit être un exemple pour les autres villes. Le pouvoir nous veut dispersé-es, il ne voudrait que des manifestations éphémères, inoffensives et invisibles. Le pari est au contraire de créer des espaces rejoignables pour fortifier le mouvement. La nuit de feu rennaise aura prouvé que l'audace paie, et que quand on résiste, on gagne. Ouvrons des QG des luttes partout où c'est possible...

► La page de la nouvelle maison du peuple : <https://www.instagram.com/on.veut.la.maison.du.peuple>

Adresse : 29 rue d'Antrain, à Rennes
: Raymond Macherel, Ewen Bazin



Retraites etc. : sélection d'actions et analyses + Quelques rappels dérangeants

4 L'ÉTAT ATTAQUE LES PIQUETS DE GRÈVE : REJOIGNONS-LES, MULTIPLIONS-LES ! 4

ë Hier, à Marseille, des lycéens nous ont fait part de leur inquiétude après l'arrestation de plusieurs élèves participant à des blocus.

La garde à vue du porte-parole local du MNL aurait été prolongée de 24h. Face à la vulnérabilité des plus jeunes, nous appelons les adultes à faire preuve de plus de solidarité et de bienveillance, et plus particulièrement le corps enseignant et les parents d'élèves à prendre leurs responsabilités et ne pas les laisser seuls face à la répression.

! Marckolsheim, une écluse située sur les bords du Rhin était bloquée depuis trois jours notamment par des employés de la centrale hydroélectrique. Plus de 80 bateaux avaient été mis à l'arrêt ce mercredi.

Un dispositif important de policiers a été dépêché sous ordre de la préfecture, malgré les barricades érigées par certains syndicalistes, le blocage a été évacué aux alentours de 15h30.

A Millau, une opération de péage gratuit à l'entrée du viaduc a été violemment réprimée par la gendarmerie. Une cinquantaine de militants syndicalistes, gilets-jaunes, ou membre de la confédération paysanne s'étaient rassemblés afin d'ouvrir le péage aux automobilistes.

Deux syndicalistes de la Confédération Paysanne ont été interpellés, et trois d'entre eux auraient été blessés. Parmi eux, Christian Roqueyrol, figure historique du mouvement du Larzac qui a été violemment mis au sol après une clé de bras à dû être hospitalisé. Leur porte-parole aveyronnais, Sébastien Persec, dénonce une bavure.

ì A Amiens-Nord, l'accès à la Zone industrielle a été bloqué par les grévistes. La police est intervenue en début d'après-midi, alors que les actions se multiplient à travers la Picardie.

ï Pour cette deuxième journée d'action, nous pouvons constater que certains préfets ordonnent déjà une surenchère du rapport de force.

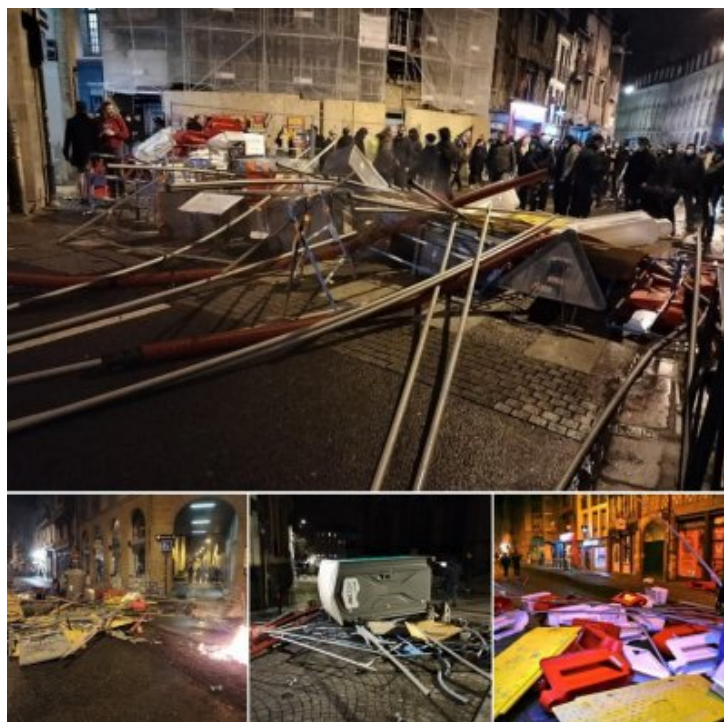
L'État tremble, il sait que c'est l'avenir du mouvement qui se joue dans ces blocages. Il va falloir tenir sur la durée et le pouvoir pourrait être contraint de choisir ses évacuations vu leur nombre.

La quantité grandissante de points de blocages est pour le moment assez encourageante mais la Macronie ne nous laissera pas faire. Pour que le blocage tienne la solidarité est notre arme : si vous ne pouvez pas faire grève donnez aux caisses de grève ,

; Plus que de simples espaces de rencontres, ces piquets de grève doivent devenir le point central de la mobilisation

Le pouvoir est logistique : bloquons tout !

(posts de Contre Attaque)



Retraites etc. : sélection d'actions et analyses + Quelques rappels dérangeants Emeute, barricades et Maison du Peuple à Rennes, exemple à suivre

4 RENNES AU TOP : SCÈNES INSURRECTIONNELLES MANIFESTATIONS SAUVAGES ET OUVERTURE D' UNE MAISON DU PEUPLE

Les insurgés de Rennes ont une nouvelle fois frappé très fort hier et le dispositif policier malgré sa fermeté semble totalement dépassé par l'ampleur des événements.

Après une manifestation extrêmement déterminée, les manifestants ont réussi à partir en manifestation sauvage et à gagner le centre, et pour couronner le tout ils sont parvenus à occuper un lieu tout en bloquant la rue d'Antrain à l'aide de nombreuses barricades.

Une maison du peuple a été ouverte à la place de l'ancien cinéma Arvor, une distribution alimentaire a déjà eu lieu et sa première AG est actuellement en cours.

► Vidéo : <https://fb.watch/jdRFGqLhJ8/>

Sources : Rennes DTR, anonyme citoyen, mensuel de Rennes et Thibault Boulais
(posts de CND)

MACRON VEUT HUMILIER LES SYNDICATS POUR CONTINUER LA DESTRUCTION DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALE.

Alors que rien ne justifie la réforme des retraites, Macron en fait un totem.

Pourquoi ?

La réponse n'est pas la retraite.

La réponse est dans sa volonté de sauver le capitalisme et les profits de ses maîtres financiers en écrasant les salariés et en humiliant leurs syndicats.

Depuis une décennie au moins, on assiste à la fois à une stagnation de la productivité du travail, une atonie de la croissance et une explosion des profits et de la richesse des capitalistes.

Comment, avec peu de croissance et peu d'augmentation de la productivité multiplier les profits des entreprises et donc les dividendes ?

C'est simple, il faut contraindre les salaires directs et les salaires différés (Protection sociale dont la retraite) et réduire la protection sociale pour augmenter la part du capital dans le partage de la richesse. Pour cela, il faut réduire les salaires, réduire les cotisations sociales, réduire les impôts des entreprises et du capital et transférer la solidarité sociale de l'État envers les plus pauvres en soutien aux entreprises, les aides de l'État participant à la construction des profits.

Pour continuer cette politique anti-salariale et donc anti-travail, surtout en période d'inflation, il faut casser toute velléité de revendications des salariés et les syndicats, organes naturels de la prise en charge des revendications.

Pour accélérer cette politique, il faut mettre à genou les syndicats, tous les syndicats, même ceux qui, jusqu'à présent, acceptaient d'accompagner la régression sociale au nom du moindre mal.

Pour mettre à genou les syndicats, il faut prouver qu'ils ne sont pas en état de gagner un combat pour les salariés. Le but de Macron est de montrer à chaque salarié, à chaque chômeur, à chaque jeune en formation, qu'il est inutile de revendiquer pour leurs droits légitimes, puisque, même tous unis, même soutenus par plus de 90% des gens qui travaillent, les syndicats échouent.

Donc aujourd'hui, si Macron gagne, la casse sociale et la régression des salaires et des droits sociaux vont s'accélérer car Macron pensera qu'il a les mains libres pour détruire l'adjectif social pourtant associé à la République dans notre constitution grâce aux Résistants, dont mon père et ma mère, qui pensaient que ce progrès serait irréversible.

IL EST DONC ESSENTIEL, MÊME SI LA LOI EST VOTÉE, QUE LE COMBAT SYNDICAL UNI CONTINUE. C'EST LE DEVOIR DE TOUS LES SYNDICATS ET AUSSI LEUR INTÉRÊT CAR, SI NOUS PERDONS CE COMBAT, NOUS PROUVERIONS QUE LE MOUVEMENT SYNDICAL N'EST PLUS EN ÉTAT D'ACCOMPLIR SA MISSION.

(post de Edmond Harlé)

NOTE :

je sais pas si les macronistes calculent les choses à ce point là, mais il y a sans doute du vrai dans le post ci-dessus.

Après ce post en reste à défendre le système du travail, et le rôle des syndicats dans la co-gestion du capitalisme et du productivisme, mais bon...



Retraites etc. : sélection d'actions et analyses + Quelques rappels dérangeants

TOUS LES INGREDIENTS SONT LA POUR PASSER DE GREVES RECONDUCTIBLES A LA GREVE GENERALE POLITIQUE

Avec le 7 mars et après, le mouvement a passé une nouvelle étape.

Il l'a fait d'une part par la masse de manifestants ce jour-là et d'autre part avec l'engagement de nombreux secteurs professionnels dans la grève reconductible. A ces deux ingrédients s'ajoute aujourd'hui un début de crise politique. Macron veut passer en force en piétinant la démocratie sociale de l'opinion populaire et du mouvement syndical mais aussi maintenant en s'asseyant sur la démocratie politique du Sénat et l'Assemblée Nationale avec ses 47.1, 44.3 et 49.3 . Cela a transformé aux yeux de beaucoup sa volonté de passage en force en un mini coup d'Etat auquel même des députés LREM ou LR envisagent de s'y opposer, en même temps que les manifestants du 11 mars, opposaient une volonté de durcissement..

Cela au point où les directions syndicales nationales, inquiètes d'une colère qui monte et qui pourrait être plus forte que la résignation sur laquelle mise le gouvernement, supplient Macron de les recevoir en même temps qu'ils l'avertissent que son attitude pourrait ouvrir un climat bien plus explosif voire insurrectionnel.

De là deux attitudes contradictoires de leur part, d'une part pour certaines comme FO, la proposition d'une grève générale de trois jours les 15, 16, et 17 mars et d'autre part, des consignes données aux responsables syndicaux locaux à empêcher la reconduction de la grève après le 7 et se contenter des journées d'action nationales afin de garder le contrôle et que l'évolution explosive de la situation ne passe pas dans les mains des Assemblées Générales interprofessionnelles en train de se constituer.

Jusque là, pour entraîner le plus de monde possible dans la rue, et ça a marché, le mouvement a cherché à maintenir l'unité syndicale et pour ça s'est contenté de pousser le plus loin possible l'intersyndicale nationale sans en contester l'autorité. Cela a entraîné une faiblesse de l'auto-organisation, même si on a pu constater quelques progrès de cette dernière dans la constitution d'Assemblées Générales interpro de villes pour mieux organiser ensemble les opérations coups de poings de ces derniers jours. Or, aujourd'hui, le mouvement cherche à dépasser les limites de l'intersyndicale nationale pour se radicaliser parce qu'il a compris que des manifestations et des journées de grève saute-moutons aussi importantes soient-elles ne suffiront pas. Ce qui explique le moindre nombre de manifestants ce 11 mars, non pas dans une situation de recul mais d'hésitation entre deux voies, résignation ou radicalisation. Dans cette situation, la crise démocratique politique en train de se former peut accélérer la dynamique de radicalisation et le mouvement peut d'engouffrer alors massivement - ou pour ses parties les plus avancées - au travers de ses Assemblées Générales interpro vers une prise en main des espaces entre deux journées nationales d'action, c'est-à-dire une prise en main progressive de la lutte par elle-même, autrement dit encore l'émergence

d'une autre direction de la lutte, tout à la fois plus radicale et plus démocratique, qui viserait tout autant l'Elysée et la chute de Macron que le retrait de la réforme.

Cette nouvelle direction pourrait bien se former entre les secteurs des grèves reproductibles et les AG interprofessionnelles de villes.

Le mouvement des grèves reproductibles est en effet considérable même s'il ne correspond pas aux attentes d'une grève générale totale par certains. Ces grèves sont particulièrement suivies encore après 6 jours de grève, dans certains secteurs structurants ou visibles de l'économie française avec des taux de grévistes très importants, dans l'énergie aussi bien à EDF qu'à Engie, chez les gaziers, chez les raffineurs, chez les cheminots et particulièrement les conducteurs de train, chez les éboueurs, chez les contrôleurs aériens ou à Radio France et de manière plus inégales suivant les villes et les établissements mais toutefois non négligeables dans l'Education, les enseignants, les étudiants ou les lycéens ou bien de manière perlée dans d'autres secteurs comme les tramways, les postiers les dockers ou encore dans le privé où les grèves reproductibles sont significatives sur un fond de grèves pour les salaires qui se maintiennent et qui tendent à converger avec celle des retraites, parce que la colère est générale.

Il n'y a pas encore pour le moment de coordination entre ces différents secteurs radicaux. Mais en mettant à l'ordre du jour la radicalité, l'intransigeance de Macron y pousse. Une coordination de ces secteurs qui sera l'enjeu des jours devant nous, avec les AG interpro ou, parallèlement, peut-être dans un premier temps, on verra. Quoi qu'il en soit, la semaine à venir va s'avérer décisive.

C'est pourquoi, il est très important de tout faire d'une part pour initier, maintenir et amplifier les grèves reproductibles partout où c'est possible et d'autre part tout faire pour initier, maintenir et amplifier les AG interprofessionnelles de villes ou encore les comités de mobilisation. Macron semble vouloir préparer une nouvelle loi Travail après la réforme des retraites. C'est peut-être l'avenir des décennies à venir qui se joue dans les 7-10 jours devant nous. Mettons-y toutes nos forces et nous gagnerons un nouvel avenir.

Jacques Chastaing le 12 mars 2023

BREVES D'ACTUS

L'AG INTERPRO DES GRÉVISTES DE PERPIGNAN, ELECTRICIENS, GAZIERS, POSTIERS, CHEMINOTS, ENSEIGNANTS, SECTEUR PRIVÉ ET RETRAITÉS S'ORIENTE VERS LA COUPURE DE L'ALIMENTATION DE PARIS EN FRUITS ET LEGUMES

Entre autres décisions, en plus des grèves de secteurs et l'aide apportée aux uns et aux autres, l'AG a décidé ce 13 mars de s'orienter vers le blocage (après que les électriciens aient envisagé la coupure de courant) de la gare multimodale St Charles international (2 500 salariés, plus les précaires et les saisonniers), premier centre européen de commercialisation, de transport et de logistique, de fruits et légumes qui alimente Rungis en fruits et légumes, donc toute la capitale et au-delà, et commercialise 1,768 millions de tonnes par an de fruits et légumes frais, soit 1,95 milliards d'euros de chiffre d'affaires

POLICE DU CAPITAL

Intervention policière en cours à Haulchin (Nord) pour débloquer le dépôt pétrolier. Le pouvoir craint plus que jamais le blocage du pays. C'est donc là qu'il faut continuer de frapper. Et encore plus fort !